



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

<i>Communiqué de l'UNC Nationale</i>	<i>Page 2</i>
<i>Armes, surveillance, technologies : la face cachée des liens entre Israël et les pays du Golfe</i>	<i>Page 2</i>
<i>Au Mali le nouveau pouvoir ne veut pas perdre le Nord</i>	<i>Page 5</i>
<i>Plus de 200 islamistes relâchés... Comment poursuivre la lutte contre le terrorisme au Mali</i>	<i>Page 6</i>
<i>Taïwan: la tension monte entre la Chine et les Etats-Unis</i>	<i>Page 8</i>
<i>Dans le Haut-Karabakh, les calculs complexes de l'Iran</i>	<i>Page 9</i>
<i>Haut-Karabakh: les trois raisons qui expliquent pourquoi la guerre ne va pas s'arrêter</i>	<i>Page 10</i>
<i>Haut-Karabakh : le discret soutien d'Israël à l'Azerbaïdjan</i>	<i>Page 12</i>
<i>Turquie-Azerbaïdjan : cet oléoduc qui change la donne</i>	<i>Page 12</i>
<i>L'Arménie chrétienne, si proche de la République islamique d'Iran</i>	<i>Page 14</i>
<i>L'Otan se préoccupe de la sécurité des câbles sous-marins de télécommunications</i>	<i>Page 16</i>
<i>La culture stratégique russe</i>	<i>Page 17</i>
<i>Le nouveau concept d'emploi des forces britanniques, une révolution stratégique</i>	<i>Page 20</i>
<i>Mali : contre qui se bat l'armée française ?</i>	<i>Page 23</i>
<i>Questionner l'autonomie stratégique française</i>	<i>Page 25</i>
<i>Comment l'armée de terre se prépare aux guerres du futur</i>	<i>Page 26</i>



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

SOLIDARITE DE L'UNC AVEC LE CORPS ENSEIGNANT

L'Union Nationale des Combattants a pris connaissance avec consternation, tristesse et colère de l'assassinat de Samuel Paty, professeur d'histoire géographie, le vendredi 16 octobre 2020 à Conflans-Sainte-Honorine dans des circonstances particulièrement atroces. L'Union Nationale des Combattants présente ses très sincères condoléances à la famille de Samuel Paty, à ses proches, à ses collègues dont elle partage la douleur.

L'Union Nationale des Combattants apporte un soutien sans réserve à tous les enseignants de France, durement frappés dans leur noble mission, notamment celle d'inculquer les valeurs républicaines à la jeunesse de notre pays. Elle les encourage à persévérer et à ne pas se soumettre.

Cette mission rejoint celle de nos soldats, marins et aviateurs engagés aujourd'hui au Sahel pour, là aussi, défendre nos valeurs fondamentales face à ces barbares. Dans cet ordre d'idée, l'Union Nationale des Combattants appuiera sans réserve toutes les mesures et initiatives qui contribueront à faire reculer cette violence. Un combat existentiel pour notre civilisation et l'avenir de notre pays est engagé, nous devons nous donner les moyens de le gagner.

Armes, surveillance, technologies : la face cachée des liens entre Israël et les pays du Golfe

Malgré le récent séisme provoqué par l'annonce d'une normalisation, plusieurs décennies de coopération caractérisent les liens entre l'État hébreu et certaines capitales de la péninsule Arabique.

Un accord « de paix » en guise de traité militaire. Pour certains, l'« accord d'Abraham » s'apparente à un rassemblement de l'axe anti-Iran. Qu'elle soit entérinée ou critiquée, cette lecture a le mérite de rappeler une réalité parfois oubliée, obscurcie par le discours politique ambiant. L'accord du 15 septembre signé à Washington en vue d'une normalisation des relations entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn ne fait que poursuivre de manière plus officielle un ensemble de transactions jusque-là tenues secrètes. Plus anciennes, elles sont avant tout basées sur la convergence d'intérêts sécuritaires.

L'idylle secrète entre Israël et les pays du Golfe débute dès le début des années 1990, lorsque les politiques de Tel-Aviv, Riyad et Abou Dhabi commencent à s'aligner autour d'une angoisse sécuritaire partagée et des ennemis communs : l'Iran et la présence des Frères musulmans dans la région. Les affinités se précisent progressivement, et au tournant des années 2000, les pays se découvrent une appétence commune pour le développement technologique des systèmes de surveillance. En public, les relations restent cantonnées à quelques contacts limités. « L'une des premières formes de coopération ouverte prend la forme, en 2015, d'une mission diplomatique israélienne au sein de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables basée à Abou Dhabi », explique Elham Fakhro, experte à l'International Crisis Group et spécialiste du Golfe. Mais le récit non officiel des relations raconte une autre histoire. En coulisses, les rumeurs concordent pour établir qu'au cours de la dernière décennie, les relations entre les pays se sont développées autour d'une coopération militaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

« Les compagnies israéliennes, sous la supervision du ministère de la Défense, auraient vendu des armes avancées aux Émirats arabes unis, principalement des missiles de détection », explique Elham Fakhro. En 2009, un accord secret en vue de l'achat par les EAU de drones israéliens aurait échoué, bloqué à la dernière minute par le ministère israélien de la Défense. Les médias font également état d'une rencontre entre les dirigeants saoudiens et israéliens en 2018 à Washington, tandis que circule une rumeur relative à l'achat par l'Arabie saoudite de drones israéliens via un intermédiaire sud-africain.

Officiellement, pourtant, rien ne filtre. « Aucune information, se rapportant de près ou de loin à une déclaration officielle, ne permet d'attester d'un transfert d'armes entre les pays », souligne pour sa part Aram Nerguizian, conseiller pour les relations militaro-civiles et spécialiste des pays arabes au centre Carnegie pour le Moyen-Orient. Mais si la rumeur prend si bien, malgré l'absence d'informations accréditées, c'est qu'elle fait écho aux desseins individuels séparés des différents pays.

Chasse aux dissidents

Les ambitions industrielles et militaires de Tel-Aviv trouvent en effet dans la soif d'armement et l'appétit technologique de la péninsule Arabique un écho parfait. L'obsession sécuritaire a fait du secteur de l'armement, de la défense et de la technologie l'une des priorités pour les pays du Golfe, qui comptent parmi les plus grands importateurs d'armes. L'Arabie saoudite, qui dispose du quatrième budget militaire au monde, place le développement de son arsenal au premier rang des priorités dans le cadre de son programme Vision 2030. Les Émirats arabes unis, dont le budget de défense a augmenté de 41 % en 2019, est la puissance militaire montante de la région. Pour ces deux pays, il s'agit donc d'assurer un équipement de pointe, une capacité de déploiement interne afin d'assurer la défense du territoire, et éventuellement d'envisager des interventions sur des territoires étrangers. « Le Golfe a une demande claire pour des missiles de défense à courte, moyenne et longue portée, ainsi que pour des systèmes anti drones », estime Aram Nerguizian, pour qui, « ajoutés à la cybersécurité, ces domaines sont ceux dans lesquels Israël a beaucoup investi en temps et en capital ».

Côté israélien, la croissance et la spécialisation progressive de l'industrie de défense place en effet le pays en huitième position des puissances exportatrices d'armes, dont le commerce a augmenté de 77 % entre les années

2015 et 2019. Les principales destinataires restent certes les régions Asie-Pacifique, Europe et Amérique du Nord. Mais le Golfe représente un potentiel certain pour les entreprises du secteur. « Comme toute industrie de défense, l'industrie israélienne est à la recherche d'opportunités et de marchés attractifs. Le soutien des gouvernements ne pourra que faciliter cet accès », note Aram Nerguizian, pour qui « toutes ces différentes approches de coopération trouvent un nouveau potentiel lorsque des liens bilatéraux formels existent ».

Au sein de l'industrie israélienne, le développement particulièrement rapide du secteur de la cybersurveillance fournit une offre d'autant plus adaptée à la demande des régimes saoudiens et émiratis, plus à même de débloquer d'importants budgets pour renforcer la traque aux dissidents. L'État hébreu occupe cette année la sixième place du classement à l'échelle planétaire dans le rapport mondial sur l'écosystème des start-up. En 2019, ses exportations de produits et services liés à la cybersécurité se sont élevées à 6,5 milliards de dollars. Là encore, l'offre israélienne rencontre une volonté de maîtrise des nouvelles technologies au sein des monarchies de la région. En deux décennies, la montée en puissance des réseaux sociaux et des smartphones, puis les printemps arabes, ont changé la donne en recréant la place publique dans la sphère virtuelle. Les réseaux se sont retournés contre les régimes autoritaires, permettant aux langues de se délier et, surtout, de discrètement organiser la contestation sur des groupes restreints ou par messageries privées faisant fi des frontières.

Mais la médaille a son revers : ces gouvernements ont la possibilité de suivre les dissidents à la trace grâce à des logiciels espions, percevant la contestation populaire grandissante dans la région comme une menace pour les pouvoirs en place. « Cette nouvelle ère a été marquée par une surveillance en ligne largement répandue et un filtrage sélectif des informations sur les réseaux par les autorités, qui utilisent les technologies les plus sophistiquées importées de diverses sources, y compris de certaines démocraties de l'Union européenne et du Canada », rappelle Khalid Ibrahim, directeur exécutif du Gulf Center for Human Rights.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

« La coopération entre Israël et les pays du Golfe est bien antérieure au printemps arabe, qui ne l'a pas déclenché, mais a peut-être été l'un des catalyseurs qui l'a prolongée », note Sarah Aoun, directrice du département de technologie à l'Open Technology Fund, une organisation à but non lucratif américaine qui promeut la liberté sur internet. Le système de surveillance « intelligent » baptisé « Falcon Eye » installé dans la ville d'Abou Dhabi est par exemple le fruit d'un rapprochement entre les EAU et la société israélienne 4D Security Solutions dès 2007.

L'Arabie saoudite a également sollicité l'assistance d'entreprises israéliennes spécialisées en cybersécurité en 2012 suite à la cyberattaque par le virus Shamoon, attribuée à l'Iran par les renseignements américains, contre la compagnie pétrolière nationale Saudi Aramco.

Bahreïn s'est, pour sa part, offert les services de Verint Systems, une société israélienne dont les systèmes sont utilisés par des centres de surveillance et permettent de collecter des données sur les réseaux sociaux.

Selon des sources citées par le Haaretz, des équipes israéliennes se sont rendues dans le royaume sous des passeports étrangers pour former des responsables gouvernementaux à l'utilisation de leurs produits.

Logiciels espions

Dans le secteur de la surveillance, la société israélienne NSO est aujourd'hui l'une des plus prisées dans la région, notamment grâce à son logiciel Pegasus. Le programme, qui peut être opéré à distance, offre un accès à une multitude de données dans un appareil : photos, vidéos, appels, applications, récupération de mots de passe ou encore en déclenchant un enregistrement audio. « NSO Group est connu pour avoir développé certaines des technologies de logiciels espions les plus sophistiquées, et n'a aucun scrupule à les vendre à des gouvernements désireux de l'utiliser pour cibler les défenseurs des droits humains, les activistes, les dissidents », explique Sarah Aoun. NSO a, pour sa part, affirmé à plusieurs reprises ne pas avoir le contrôle sur la manière dont ses systèmes de surveillance sont utilisés par ses clients.

Selon le quotidien Haaretz, l'État hébreu aurait été un facilitateur entre NSO et les pays du Golfe. Des officiels israéliens auraient participé à des réunions commerciales entre des responsables du renseignement arabes et de la société de surveillance, parfois à l'intérieur même des frontières israéliennes. La division de la compagnie dédiée au Golfe compte l'Arabie saoudite, Oman, Bahreïn et les émirats d'Abou Dhabi et de Ras el-Khaïmah parmi ses clients. Avec un chiffre d'affaires annuel s'élevant à des centaines de millions de dollars, elle serait la plus lucrative.

Les outils proposés par NSO ne sont pas seulement utilisés contre des dissidents. Selon le New York Times, ils auraient par exemple été utilisés par Abou Dhabi pour tenter d'intercepter les données de membres de la famille royale qatarie, dont l'émir cheikh Tamim, ou encore celles de l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri.

Mais certains cas resteront toutefois emblématiques de l'utilisation de Pegasus par les régimes de la région. Comme celui de l'activiste émirati Ahmad Mansour, traqué par les autorités de son pays entre 2013 et 2014 et aujourd'hui condamné à dix ans de prison pour avoir critiqué, en ligne, le pouvoir ; ou encore celui du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, surveillé par Riyad et assassiné dans le consulat de son pays à Istanbul en 2018. La veille de l'assassinat de ce dernier, le centre multidisciplinaire Citizen Lab lié à l'université de Toronto confirmait que le téléphone de l'activiste saoudien Omar Abdelaziz, qui a obtenu l'asile au Canada en 2014, avait aussi été ciblé par Pegasus à travers un opérateur lié à l'Arabie saoudite.

Des liens que les pays de la région et l'État hébreu ont jusque-là maintenus à l'abri des regards, mais qui devraient revenir au-devant de la scène dans le sillage de l'accord de normalisation. « Le Golfe surfe sur une nouvelle vague de surveillance numérique pour traquer les citoyens, à l'instar du programme Oyoon (Yeux) à Dubaï, basé sur l'intelligence artificielle et utilisé par la police », souligne Sarah Aoun. « L'accord va faciliter et normaliser ce type de relations d'affaires, étant donné qu'Israël est l'un des principaux exportateurs de technologie de surveillance », remarque-t-elle. « Nous craignons sérieusement que la normalisation ne conduise à davantage de restrictions à l'égard des activistes en ligne et qu'une surveillance collective soit imposée à tous les citoyens des nations de notre région », déplore pour sa part Khalid Ibrahim.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

En relançant la polémique autour de l'achat de F-35 par Abou Dhabi, le récent accord de normalisation a également relancé le débat sur l'avenir de la coopération militaire dans la région. Tandis que l'accord pourrait ouvrir la voie à un plus grand catalogue d'armes en provenance d'Israël, l'armement de pays arabes par des entreprises israéliennes n'est pas au goût de tous. En Israël, certains restent sur leurs gardes : la crainte que Tel-Aviv ne pousse le rapprochement jusqu'à voir sa sécurité dépendre de régimes arabes autoritaires réactualise aujourd'hui ces réserves. Mais, à tout juste quelques mois de l'élection présidentielle américaine, beaucoup craignent un consensus bipartisan prônant le retrait de Washington du Moyen-Orient. Dans ce contexte, le rapprochement entre Tel-Aviv et les capitales du Golfe représenterait une garantie sécuritaire à long terme. Reste à savoir jusqu'où pourrait aller cette coopération. Demain, des bases israéliennes au large d'Abou Dhabi ?

lorientlejour.com

Au Mali le nouveau pouvoir ne veut pas perdre le Nord



Pascal Airault 08 octobre 2020 à 06h00

En libérant des prisonniers et en intégrant des rebelles au gouvernement, les autorités intérimaires souhaitent apaiser les tensions

Les nouveaux ministres du gouvernement de la transition, nommés lundi, ont participé mardi au premier

Conseil de cabinet, sous la conduite du chef du gouvernement, Moctar Ouane.

Le nouveau pouvoir à Bamako semblait en passe, mercredi, d'obtenir la libération de plusieurs otages (dont l'ex-Premier ministre Soumaila Cissé et la française Sophie Petronin), ce qu'Ibrahim Boubacar Keita n'était pas parvenu à faire avant sa chute, malgré de longues tractations avec les groupes jihadistes. Aujourd'hui, l'ancien président malien confie en privé son amertume. D'après lui, les négociations ont bloqué à l'époque en raison de l'intransigeance de la France sur la libération de certains jihadistes.

Les officiers putschistes à Bamako semblent avoir débloqué ce dossier. Depuis ce week-end, plus de 200 jihadistes ont été relâchés, en deux vagues, à Tessalit (extrême nord). Un gage de bonne foi des autorités de transition envers Iyad Ag Ghali, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM, un rassemblement de groupes terroristes dont Aqmi fait partie).

Pour négocier cet échange entre otages et prisonniers, la junte a approché Ahmada Ag Bibi, notable touareg de la région de Kidal et ancien cadre d'Ansar Eddine fondé par Ag Ghali. Député d'Abeïbara, Ahmada Ag Bibi a rejoint le RPM, parti d'Ibrahim Boubacar Keita, en 2018. Cet ancien lieutenant d'Ag Ghali est aussi proche de Mohamed Ag Intalla, l'amenokal (chef) de la région de Kidal. Il assure régulièrement l'interface dans les négociations entre le gouvernement et les chefs jihadistes du GSIM.

Accord d'Alger. Cette négociation comme la composition du nouveau gouvernement reflète la volonté des officiers putschistes de relancer les accords de paix du nord-Mali négociés à Alger entre les autorités de Bamako et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, groupes rebelles et indépendantistes).

La CMA a fait son entrée dans un gouvernement pour la première fois depuis la signature de cet accord, en 2015. Mossa Ag Attaher (Jeunesse et des Sports) et Mahmoud Ould Mohamed (Agriculture, Elevage et Pêche)



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

représentent ce mouvement dirigé par Bilal Ag Chérif. Le nouveau cabinet a aussi intégré M^e Harouna Toureh (Travail et Fonction publique, porte-parole du gouvernement) et Alhamdou Ag Ilyène (Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine), deux représentants des groupes armés proches de Bamako. Et la junte s'est approprié le portefeuille de la Réconciliation qu'elle a confié à son ex-porte-parole, le colonel Ismaël Wagué.

« La junte veut avancer dans l'application de l'accord de paix, explique un ancien cadre des Nations Unies au Mali. Il faut surtout accélérer la décentralisation et la reconstruction d'une armée nationale. »

Lors d'une réunion avec la junte, le 23 septembre, la CMA avait conditionné son entrée au gouvernement à la mise en œuvre effective de cet accord. Le ministre des Affaires étrangères algérien, Sabri Boukadoum, est venu à deux reprises à Bamako depuis le coup d'Etat pour pousser en ce sens. Alger a de l'influence sur les groupes armés dont les combattants ont souvent la double nationalité et passent régulièrement du Mali à l'Algérie.

« Nous n'avons pas vu venir le coup d'Etat mais nous avons vite réagi et obtenu gain de cause ! », se félicite un très proche du président algérien.

Supplétifs. L'Algérie préside le Comité de suivi de l'accord d'Alger. Et estime que le Mali est sa profondeur stratégique, d'où le tweet récent d'Abdelmadjid Tebboune : « La solution malienne est à 90 % algérienne ». Les ex-putschistes et le nouveau président **de la Transition, Bah N'Daw, semblent avoir parfaitement reçu le message.**

La libération des « jihadistes » permet d'apaiser les tensions avec les chefs de la CMA, eux-mêmes proches de ceux du GSIM. Les combattants proviennent des mêmes familles, et nombre d'entre eux passent d'un mouvement à l'autre. « Parmi les personnes libérées, il y a plusieurs supplétifs des jihadistes, comme des fournisseurs d'informations ou des contractuels pour poser des mines, explique l'ancien cadre onusien. Leur libération arrange aussi la CMA. ».

Mais la junte souhaite aussi renégocier les accords d'Alger. « Personne ne remet en cause le rôle de parrain diplomatique de l'Algérie, confie l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Mais notre voisin et frère doit aussi tenir compte des recommandations récentes du dialogue national malien pour un rééquilibrage des prérogatives accordées aux groupes armés en faveur des sociétés civiles. »

En fait, la CMA est contrôlée par la noblesse de Kidal, pas représentative de toute la communauté touareg. « Les nouvelles autorités doivent faire attention à ne pas tomber dans le piège, conclut l'ex-cadre onusien. Elles doivent aussi promouvoir les autres composantes de cette communauté dans les collectivités locales. »

« Plus de 200 islamistes relâchés... Comment poursuivre la lutte contre le terrorisme au Mali ? »

Le général Bruno Clément-Bollée s'interroge sur la continuité de l'opération « Barkhane » après la libération de djihadistes.

« L'étranger ne connaît pas les chemins qui passent sous la calebasse », aime-t-on à dire sur les rives du Djoliba, mythique fleuve Niger des peuples riverains. Les partenaires du Mali mobilisés dans la lutte contre le terrorisme religieux au Sahel doivent aujourd'hui en mesurer toute la justesse, avec une certaine amertume.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

En effet, après la longue période de concertation suivant le coup d'Etat du 18 août, les décisions s'enchaînent à Bamako et prennent une direction pour le moins inquiétante, potentiellement dangereuses. Pour «Barkhane», il est urgent de les évaluer, de s'en expliquer avec les nouvelles autorités et d'en tirer avec ses alliés les conclusions qui s'imposent.

Pour diriger la transition, il faut d'abord évoquer la nomination d'un président « civil », comme exigé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), mais quand même ancien militaire. Ministre de la défense pendant une brève période, il est connu pour son intégrité, trait majeur justifiant ce choix. Il reste à espérer qu'il possède aussi les capacités lui permettant de diriger la transition.

Vient ensuite le premier ministre, lui aussi « civil ». Ancien ministre des affaires étrangères il y a déjà quinze ans, il s'est mis depuis en recul de la vie publique. Est-ce le critère de discrétion, souvent relevé en ce qui le concerne, qui a prévalu pour le retenir à ce poste ? On peut le penser quand on évoque le troisième personnage de l'équipe, le vice-président, poste imposé par la junte elle-même qui y place son chef, le colonel Goïta. Et sous sa houlette, la junte a une ambition, conserver l'effectivité du pouvoir pendant la transition, voire au-delà. La composition du nouveau gouvernement lui en donne les moyens, qui révèle comment s'organisera le pouvoir pendant cette période. Et il y a de quoi s'interroger !

Le M5, le grand perdant

En effet, d'abord la junte conserve les commandes avec quatre de ses représentants aux ministères de la défense, de la sécurité, de la réconciliation et de l'administration territoriale. Les deux derniers portefeuilles cités ne sont pas anodins. L'un garantit d'être au cœur des concertations entre Maliens pour l'unité du pays, quand l'autre a notamment la tâche d'organiser les élections qui clôtureront la période de transition.

La junte garde ainsi la possibilité de peser aussi sur l'avenir post-transition. Ensuite, l'imam Dicko va pouvoir distiller ses convictions religieuses avec la bénédiction des autorités. Trois des siens entrent au gouvernement, dont son bras droit qui hérite de la formation professionnelle et de l'emploi, intéressant avant tout la jeunesse. De même, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et la Plateforme sont bien représentées, pour redonner une chance de relance à l'accord d'Alger.

Enfin, grand perdant, le M5 n'obtient aucun ministère. Et sa réponse ne s'est pas fait attendre. Il se déclare déçu, trahi et appelle ses membres à la remobilisation pour un Mali nouveau. Il rompt également toute relation avec l'imam Dicko. Mais, au final, tout cela va peut-être rassurer la population, car c'est bien l'ordre militaire qui prévaudra pendant la transition et, à défaut de nouveaux visages, elle pourrait se contenter de personnalités certes déjà vues dans le paysage politique malien mais qu'elle sait intègres, tandis que la junte conservera les commandes.

Reste à mesurer la capacité actuelle d'un M5 affaibli et divisé pour remobiliser une population lassée du grand désordre qu'elle vient de vivre. D'autant qu'il se passe des choses au Mali, car le M5 mis à part, tout le monde ou presque trouve son compte dans ce gouvernement. Sous la vigilance des militaires, les protagonistes de l'accord d'Alger sont là, tout comme les religieux. Et si c'était une grande réconciliation nationale qui se préparait ?

Les otages libérés, mais à quel prix !

On peut s'interroger sur la question avec la libération des otages, affaire révélatrice des réalités locales du moment. D'abord, nous n'avons pas vu le coup venir. Certes, notre diplomatie n'était pas inactive sur le sujet, mais nos canaux n'étaient apparemment pas les bons. Côté malien aussi, l'ancien pouvoir œuvrait sur le sujet. Mais la résolution de cette question s'est brutalement accélérée dès le pouvoir réorganisé à Bamako.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

L'introduction de la mouvance Dicko au sein du gouvernement aura sans doute permis un rapprochement avec Iyad Ag-Ghali, l'émir du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda, qui détenait les otages. Ils sont libres et c'est tant mieux. On ne s'étendra pas ici sur l'attitude et les déclarations irresponsables de l'otage française, par respect pour nos soldats dont les quarante-cinq tués et nombreux blessés au combat en affrontant les terroristes, ses nouveaux amis, qu'elle se refuse à appeler « islamistes ».

Les otages libérés donc, mais à quel prix ! Outre une rançon conséquente semble-t-il bien versée, plus de deux cents islamistes relâchés. Cette affaire interroge à double titre. D'une part, pour obtenir ce résultat, les négociateurs auraient eu recours à toutes les factions, obédiences, mouvances et autres sensibilités présentes au Mali. Les nouvelles autorités ont donc le contact avec tous les acteurs locaux pour s'attaquer aux grandes questions qui divisent le pays, unité nationale et terrorisme religieux compris. Alors pourquoi pas une grande réconciliation nationale ! Au passage, l'idée que seuls les Sahéliens possèdent la solution de la crise sahélienne se renforce une fois encore.

D'autre part, plus de deux cents islamistes, dont certains capturés par « Barkhane », ont été relâchés dans la nature. La nouvelle a dû laisser pantois notre force et ses alliés. Comment poursuivre dans ces conditions la lutte contre le terrorisme religieux au Mali ? Il faut s'expliquer. Avec les Maliens, il convient de savoir ce qu'ils veulent et redéfinir les règles du jeu. Avec nos alliés, il faut redéfinir les buts de cette guerre, l'effet final recherché. Que faire désormais au Sahel ? Contre qui nous battons-nous ?

L'engagement et le dévouement de nos soldats. Peut-être faudra-t-il revoir notre posture, accompagnement d'une solution locale plutôt qu'imposition de la nôtre, avant d'imaginer la suite. Et en poussant un peu la réflexion, avec l'idée qu'une grande réconciliation est possible, ne se dessine-t-il pas en creux les prémices d'une possible stratégie de sortie de crise pour « Barkhane ». Bien sûr, la question ne concerne pas que le Mali et « Barkhane ». **La lutte contre le terrorisme au Sahel repose sur un système d'alliances complexes impliquant les uns vis-à-vis des autres de nombreux acteurs intérieurs et extérieurs.** Mais il ne faut pas exclure d'emblée que l'exemple malien s'impose et fasse tache d'huile localement.

Pour autant, le cocktail qui entoure le nouveau pouvoir malien a un goût étrange, mélange d'espoir, de renouveau, de réconciliation... mais aussi de fragilité sur fond de potentielle frustration. Espérons qu'il ne lui soit pas fatal car tout reste à faire. Le retour à l'ordre ne pourra se faire en s'appuyant sur la seule perspective de réconciliation. Des avancées sociales, un redémarrage économique et des assurances sécuritaires sont attendus, domaines non abordés pendant la concertation.

Aussi, face au scénario très optimiste de Mali nouveau, force est d'en imaginer deux autres plus crédibles à ce stade : restauration de l'ordre ancien, teintée d'actions chocs contre la corruption, la prévarication ou l'injustice, pour mieux faire passer le retour des « anciens », ou nouveau coup de force pour reprendre la main. Et, au Mali, on sait faire !

Pour conclure, dans ce contexte troublé, **une pensée particulière s'impose pour nos soldats de « Barkhane ».** L'engagement et le dévouement, dont ils font preuve depuis toutes ces années pour remplir leur mission complexe et exigeante dans l'environnement difficile que l'on sait, tiennent du sacerdoce. On sait aussi le souci d'efficacité qui les anime, du soldat au général, et l'ampleur du travail accompli, au prix du sang versé. Au-delà de la déception de voir leur travail en partie anéanti, j' imagine leur questionnement aujourd'hui. Dans les conditions actuelles, mourir pour le Mali a-t-il encore un sens ?



Taïwan: la tension monte entre la Chine et les Etats-Unis

l'Opinion - 15 octobre 2020 à 07h33

La Chine n'a pas apprécié qu'un destroyer de l'armée américaine navigue mercredi 14 octobre dans le détroit de Taïwan. Pékin voit cette traversée comme une nouvelle provocation

© SIPANY/SIPA PRESS

Un nouveau conflit potentiel ? La Chine a déclaré jeudi 15 octobre que les Etats-Unis nuisaient gravement à la paix et à la stabilité dans le détroit de Taïwan. Un bâtiment de la marine américaine a traversé la zone la veille alors que les tensions sont croissantes entre Pékin et Taipei.

Dans un communiqué, le porte-parole du commandement militaire chinois a déclaré que l'armée chinoise a suivi et surveillé l'USS Barry quand le destroyer a effectué mercredi ce que la marine américaine a décrit comme une « traversée routinière » du détroit. Pékin considère Taïwan comme une province renégate qui doit revenir dans son giron, et n'exclut pas de recourir à la force à cette fin. Washington a récemment accru son soutien à l'île démocratique qu'elle considère comme une position stratégique.

La Maison blanche a avancé sur des ventes d'armes de pointe à Taïwan, une démarche qui a exacerbé les tensions sino-américaines alors que la Chine a accusé les Etats-Unis et Taïwan de « collusion » avec l'objectif que l'île déclare son indépendance.

Les Etats-Unis doivent arrêter leur rhétorique et leurs actions provocatrices dans le détroit de Taïwan, a ajouté le porte-parole du commandement militaire chinois, précisant que l'armée chinoise défendra avec fermeté l'intégrité territoriale de la Chine et maintiendra la paix et la stabilité dans le détroit.

Dans le Haut-Karabakh, les calculs complexes de l'Iran

Alors que la République islamique s'est dit prête samedi à aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à lancer des pourparlers, cette déclaration détonne avec les mesures politiques adoptées jusqu'à présent par Téhéran. « Toute intrusion sur le territoire de notre pays par l'une ou l'autre des parties au conflit est intolérable et nous mettons sérieusement en garde toutes les parties de prendre les précautions nécessaires à cet égard », a averti samedi dans un communiqué le ministère iranien des Affaires étrangères, après que plusieurs mortiers eurent frappé des villages iraniens situés le long de la frontière avec le Nagorny-Karabakh. Cet incident s'ajoute aux tirs de cinq mortiers, mercredi dernier, dans le village iranien de Parviz Khanlou, ayant blessé un enfant de six ans et endommagé plusieurs exploitations agricoles et habitations.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Alors que l'Iran partage une frontière commune avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui s'affrontent dans l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, la République islamique craint des répercussions sur son territoire. Elle a immédiatement exhorté les belligérants à mettre fin aux combats, en faisant figure de médiatrice du conflit.

Mais cette neutralité apparente cache les intérêts géopolitiques poursuivis par l'Iran dans cette région. Officiellement, Téhéran a exprimé son soutien au gouvernement azéri. « Le Karabakh est le territoire de l'Azerbaïdjan et ceux qui sont morts à cette fin sont des martyrs », a déclaré le représentant du guide suprême de la République islamique d'Iran en Azerbaïdjan, le hodjatoleslam Ojag Nejad Agha, deux jours après le début des affrontements militaires dans le Caucase.

La République islamique et l'Azerbaïdjan sont tous les deux à majorité musulmane chiite. Mais l'argument religieux ne semble pas pertinent pour analyser les relations entre les deux pays. « La religion n'est pas un facteur qui définit l'état des liens entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. Alors que la République islamique a développé une forme théocratique de l'islam chiite, l'Azerbaïdjan s'est largement tourné vers une sécularisation due à l'influence soviétique », explique à L'Orient-Le Jour Clément Therme, chercheur post-doctorant au Centre de recherches internationales (CERI).

Preuve en est : l'Iran est plus proche dans les faits de l'Arménie dans le conflit qui l'oppose au gouvernement azéri. Ce choix s'explique, en partie, par l'appui officiel apporté par la Russie à l'Arménie. « L'Iran n'est pas en mesure de défier la Russie, principal allié de l'Arménie au Haut-Karabakh, dans l'ancien espace soviétique. La République islamique a besoin des puissances non occidentales avec droit de veto, comme la Russie, pour exercer un contre-pouvoir américain au Conseil de sécurité de l'ONU », souligne Clément Therme.

Compétition régionale

Ce soutien pragmatique à l'Arménie vient renforcer l'alliance symbolique entre les deux pays. « L'Iran comprend une communauté arménienne importante, peuplée de centaines de milliers de personnes, et fait partie des États qui ont reconnu le génocide », note le spécialiste. À cela s'ajoute la peur iranienne de voir l'intégrité de son territoire mise en péril. La République islamique abrite une minorité azérie de près de 15 millions de personnes. Téhéran craint l'irrédentisme de cette population, située dans le nord-ouest du pays. « L'Iran n'a conféré aucune autonomie à la minorité azérie qui vit dans le pays. Or les Azéris avaient leur propre république, dans le cadre de leur attachement à l'Union soviétique, avant 1991 », explique à L'OLJ Dmitri Babitch, journaliste dans plusieurs médias russes.

lorientlejour.com

Haut-Karabakh: les trois raisons qui expliquent pourquoi la guerre ne va pas s'arrêter



Jean-Dominique Merchet - 29 octobre 2020 à 17h45

En un mois, les hostilités ont sans doute déjà fait plusieurs milliers de morts, civils et militaires, sans qu'il soit possible d'avancer des chiffres fiables. Plusieurs raisons expliquent que cette guerre risque de durer



L'Azerbaïdjan a accusé, le 28 octobre, l'Arménie d'avoir tué et blessé des civils par des tirs de missiles sur Barda, proche du Haut-Karabakh. © Sipa Press

Les combats se poursuivent dans le Haut-Karabakh, cette région sécessionniste d'Azerbaïdjan peuplée d'Arméniens. Les deux parties s'échangent des missiles sur leurs villes, hier à Barda (Azerbaïdjan), aujourd'hui à Stepanakert (Haut-Karabakh). Au sol, l'offensive azerbaïdjanaise se poursuit, les troupes n'étant plus qu'à quelques kilomètres de la ville de Susha.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

La guerre au Haut-Karabakh dure déjà depuis le 27 septembre et, sauf coup de théâtre diplomatique, rien n'indique qu'elle est sur le point de s'achever. En 2016, les affrontements n'avaient duré que quatre jours. Voici les trois raisons qui expliquent pourquoi la guerre risque de se poursuivre.

1. L'Azerbaïdjan remporte la bataille

Militairement, comme l'Opinion l'annonçait début octobre, la partie arménienne est en mauvaise posture et les Azerbaïdjanais ont l'ascendant tactique et opérationnel. Les forces de Bakou ont reconquis un large secteur dans le sud de la région, le long de la frontière avec l'Iran et s'efforcent désormais de remonter vers le nord, pour couper l'axe stratégique — la route M12 — qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh, via le corridor de Lachin. Les combats se déroulent à quelques kilomètres de cette route et des forces spéciales azerbaïdjanaises opèrent désormais à l'intérieur du territoire du Haut-Karabakh.

Lors de la guerre de 1988-1994, l'Azerbaïdjan avait été défait par les Arméniens, perdant entre 14% et 20% (selon les sources) de son territoire. Depuis lors, le conflit est resté ouvert mais de basse intensité, avec des affrontements sporadiques sur la ligne de front. La partie arménienne se satisfaisait du statu quo. Pour la première fois, l'Azerbaïdjan remporte une victoire militaire très nette et, comme on l'entend à Bakou, « nous mettons fin à trente ans d'humiliation ». L'Azerbaïdjan n'a donc pour l'instant aucun intérêt à accepter un cessez-le-feu, qui figerait les lignes de front actuelles, éventuellement sous la surveillance d'observateurs internationaux. La dynamique militaire lui est favorable et il est donc peu probable qu'il accepte une solution négociée avant d'avoir coupé la route stratégique M12.

2. Le Premier ministre arménien joue sa survie politique

Militairement en position de faiblesse, la partie arménienne aurait intérêt à un cessez-le-feu qui empêcherait l'Azerbaïdjan de reconquérir encore plus de territoires. Mais c'est sans compter le prix politique à payer par le pouvoir à Erevan. Le Premier ministre Nikol Pachinian devrait en effet avaliser la défaite militaire, alors que l'opinion est chauffée à blanc par les discours nationalistes. Si le régime est plus démocratique que l'Azerbaïdjan, les mœurs politiques de l'Arménie n'en sont pas pour autant très apaisées.

Nikol Pachinian est arrivé au pouvoir en 2018 à la suite de manifestations populaires qui ont renversé Serge Sarkissian. Il a ensuite largement remporté les élections, mais les deux anciens dirigeants du pays sont l'un (Robert Kotcharian) en prison, l'autre (Sarkissian) en résidence surveillée. Ces deux hommes appartiennent à un clan politique de natifs du Haut-Karabakh, ce qui n'est pas le cas de Nikol Pachinian, un ancien opposant démocrate.

Le grand allié russe a accepté du bout des lèvres ce changement de pouvoir, mais Vladimir Poutine ne porte pas spécialement Nikol Pachinian dans son cœur. En Arménie, les querelles politiques se règlent parfois dans le sang : en 1999, quinze personnes, dont le Premier ministre, avaient été tuées lors d'une fusillade au Parlement. Nikol Pachinian, qui a fait de la prison, a également été victime d'une tentative d'assassinat en 2004.

Sa survie politique passe aujourd'hui par un refus de reconnaître la défaite militaire sur le terrain. Pour renverser la situation, il tente d'impliquer la Russie dans le conflit, à ses côtés, car les deux pays sont liés par un accord de défense. Mais Moscou a fait valoir très clairement que celui-ci ne concernait pas le territoire du Haut-Karabakh, toujours azerbaïdjanais au regard du droit international. L'Arménie mise donc sur des actions militaires (frappes ou incursions) de l'Azerbaïdjan contre son territoire pour activer l'accord de défense. Un piège dans lequel Bakou et Moscou ne veulent pas tomber.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

3. La communauté internationale impuissante

Tour à tour, les trois trêves humanitaires négociées sous l'égide de Moscou, Paris puis Washington ont échoué. Le mécanisme de résolution du conflit, mais en place au début des années 1990, a montré ses limites. Au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, la France et les Etats-Unis, est un héritage post-Guerre froide qui ne correspond plus aux équilibres actuels. Depuis 1994, ce mécanisme a maintenu le statu quo sans faire progresser la résolution du conflit. Même si l'Arménie s'y oppose vigoureusement, les mécanismes excluant la Turquie, alliée de l'Azerbaïdjan, ou l'Iran, plus neutre, sont voués à l'échec. Comme le disait le président américain Lyndon Johnson : « Mieux vaut qu'il soit dans la tente à pisser dehors, plutôt que dehors à pisser dedans. » Cela s'appelle la diplomatie, mais l'heure est toujours à la guerre.

Haut-Karabakh : le discret soutien d'Israël à l'Azerbaïdjan

Dans sa guerre contre l'Arménie, Bakou peut compter sur un allié de poids : Israël. Les drones israéliens lui confèrent un redoutable avantage technologique.

Par Danièle Kriegel correspondante à Jérusalem - Publié le 06/10/2020 à 14:00 | Le Point.fr



Un drone appartenant à l'armée azerbaïdjanaise a été capturé par l'Arménie. © Aram Nersesyan / Sputnik / Sputnik via AFP

Cela s'est passé entre le 22 et le 30 septembre : six Iliouchine IL-76, des cargos gros-porteurs azéris, se sont posés sur la base militaire d'Ouvda, dans le sud d'Israël. Ils sont tous repartis quelques heures plus tard. Avec quelle cargaison ? Côté Israélien, on reste silencieux. Mais, depuis 2016, on sait que, dans les combats contre l'Arménie au Haut-Karabakh, l'armée azérie utilise des drones fabriqués par les industries aéronautiques israéliennes.

Dans une interview au site d'information israélien Walla, Hikmet Hajiyev, le conseiller du président de l'Azerbaïdjan, a confirmé l'utilisation de drones « kamikazes » « Harop » dans son offensive contre l'Arménie, au Haut-Karabakh. Hajiyev a même eu cette petite phrase : « Je tire mon chapeau aux ingénieurs qui les ont fabriqués. » Et d'ajouter qu'à Bakou, « les autorités apprécient grandement la coopération avec Israël, notamment en matière de défense ». En revanche, interrogé à propos du récent atterrissage en Israël de gros-porteurs Iliouchine IL-76 et sur les actuelles fournitures israéliennes d'armes à l'Azerbaïdjan, le conseiller azéri a éludé la question en citant les accords militaires entre les deux pays « qui ne sont un secret pour personne », a-t-il lancé.

Petit rappel : ces contrats d'un montant d'un milliard quatre cents millions de dollars ont été signés en 2012. Côté israélien, ils prévoient la fourniture d'armements sophistiqués, drones offensifs, systèmes radars, batteries antimissiles, munitions, missiles antichars. En contrepartie, les autorités azéries se sont engagées à fournir à Israël de grosses quantités de pétrole. Elles représentent quelque 40 % des importations israéliennes en la matière et arrivent par un oléoduc qui relie Bakou-Tbilissi au port turc de Ceyhan.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

Avant d'atteindre Israël, cet oléoduc, d'une capacité de 1,2 million de barils par jour, traverse la Turquie sur 1 000 kilomètres. Ce qui permet à Ankara d'encaisser des royalties importantes. D'où ce nouveau rappel : l'autre allié de l'Azerbaïdjan dans la région n'est autre que la Turquie d'Erdogan, qui, fait rare, se trouve donc du même côté qu'Israël.

Pourtant, ce ne sont pas seulement les contrats d'armes juteux ou les importations de pétrole qui expliquent l'importance pour Israël de l'alliance avec l'Azerbaïdjan. Il y a aussi la très longue frontière de ce pays avec l'Iran. Ce qui, certainement, a une valeur en termes de renseignement. Même si c'est un sujet dont on ne parle ni à Bakou ni à Jérusalem.

Turquie-Azerbaïdjan : cet oléoduc qui change la donne

Par Armin Arefi - Modifié le 13/10/2020 à 09:11 - Publié le 12/10/2020 à 15:32 | Le Point.fr

C'est un tube gris d'un mètre de diamètre qui joute la ligne de front entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. D'apparence anodine, cet oléoduc long de 1 768 kilomètres, qui a servi de décor au film de James Bond *Le monde ne suffit pas* en 1999, revêt en réalité une importance capitale. Les autorités azerbaïdjanaises accusent l'armée arménienne de l'avoir visé le 5 octobre avec un missile de longue portée, ce que s'est empressé de démentir Erevan. Et pour cause. Son sabotage pourrait contrarier l'approvisionnement énergétique de l'Europe et faire entrer le conflit du Haut-Karabakh dans une autre dimension.

Inauguré en 2006, le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) achemine les hydrocarbures du bassin de la Caspienne (6 % des réserves mondiales) vers la mer Méditerranée, où ils sont transportés par bateau vers le Vieux Continent. Écoulant quelque 600 000 barils de pétrole par jour à une vitesse de 2 mètres par seconde, l'oléoduc, qui est doublé d'un gazoduc (South Caucasus Pipeline), alimente en pétrole l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, et, par extension, les pays européens, à hauteur de 34 millions de tonnes par an (255 millions de barils), réduisant leur dépendance aux énergies russes.

Concurrencer la Russie

C'est donc, au départ, pour concurrencer la Russie que le projet de quatre milliards de dollars a été mis sur pied. Porté politiquement par les États-Unis, le BTC a été bâti par un consortium de compagnies pétrolières internationales, dont British Petroleum. « L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan visait à promouvoir la souveraineté des républiques du Caucase qui ont gagné leur indépendance après la chute de l'Union soviétique au début des années 1990 », explique Michaël Tanchum, chercheur en géopolitique de l'énergie à l'Austrian Institute for European and Security Policy (AIES). « Il créait pour la communauté internationale un enjeu dans le maintien de la souveraineté de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. » Au contraire, l'Arménie, liée à la Russie par des accords militaires, est soigneusement évitée par le tracé. Il en va de même de l'Iran qui, bien qu'il recèle d'importantes réserves en pétrole et en gaz, est en conflit avec les États-Unis dans la région. Ce n'est pas le cas de la Turquie, pièce angulaire de la stratégie énergétique américaine. Membre clé de l'Otan (il en possède la seconde armée en effectif, NDLR), dont il assure la protection du flanc sud face à la Russie, Ankara voit ainsi s'affirmer ses ambitions régionales.

Rôle central de la Turquie

« En devenant opérationnel en 2006, l'oléoduc a placé la Turquie sur la carte comme un important pays de transit du pétrole, avec les bénéfices géopolitiques et économiques que cela comporte », analyse Michaël Tanchum, qui enseigne également la géopolitique de la Méditerranée et du Moyen-Orient à l'université de Navarre, en Espagne. « Cela a permis à la Turquie d'importer du pétrole pour sa consommation personnelle, mais aussi de devenir – via son port de Ceyhan – une plateforme pour l'Europe et les marchés internationaux, en touchant à chaque fois des frais de transit », ajoute Bayram Balci, chercheur au Ceri-Sciences Po et directeur de l'Institut français d'études anatoliennes.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

À l'époque, Recep Tayyip Erdogan, alors fraîchement nommé Premier ministre de Turquie, frappe à la porte de l'Union européenne. Bénéficiant d'une croissance économique soutenue (9 % en 2005), le « Raïs » n'est pas un adepte des déclarations fracassantes et se montre relativement discret sur la scène internationale. La construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan lui permet de se rapprocher de l'Azerbaïdjan turcophone et musulmane (chiite, NDLR). « Les échanges énergétiques deviennent un des facteurs de dépendance entre la Turquie et l'Azerbaïdjan », souligne Bayram Balci. « Ils viennent s'ajouter aux liens historiques, identitaires et idéologiques très forts entre les deux pays. »

Renforcement militaire

Le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan permet à l'Azerbaïdjan d'écouler 80 % de ses exportations en pétrole. En parallèle, Bakou développe son industrie gazière et inaugure en 2018 le « corridor du Sud », une voie énergétique composée de trois gazoducs (South Caucasus Pipeline, Trans-Anatolian Pipeline, Trans-Adriatic Pipeline) devant lui permettre à terme d'acheminer 10 milliards de gigamètres cubes de gaz naturel vers l'Europe. Fort des hydrocarbures, l'Azerbaïdjan s'est considérablement renforcé au cours des dernières années sur le plan militaire, auprès de son voisin turc, mais aussi d'Israël, qui lui fournissent des drones armés et lui confèrent un avantage stratégique sur l'Arménie, pays bien plus pauvre en hydrocarbures.

De quoi relancer les prétentions de Bakou sur le Haut-Karabakh, province azérie majoritairement peuplée d'Arméniens que l'Azerbaïdjan a perdue en 1994 face aux séparatistes soutenus par Erevan. Mais aussi d'embarrasser l'Europe, désormais cliente des ressources énergétiques azéries, dans ce conflit territorial.

L'Arménie chrétienne, si proche de la République islamique d'Iran

Jean Dominique Merchet



04 octobre 2020 à 15h17



Si l'Iran reste prudent dans le conflit du Haut-Karabakh, ses liens avec l'Arménie sont étroits, alors qu'ils sont plus complexes avec l'Azerbaïdjan, pourtant chiite.

© Sipa Press

Une semaine après le début du conflit, l'Azerbaïdjan a accusé dimanche les forces arméniennes de bombarder Ganja, la deuxième ville du pays, ce qui constitue une nouvelle escalade du conflit dans le Haut-Karabakh. Les autorités de cette enclave sécessionniste arménienne ont dit avoir détruit une base aérienne militaire dans cette ville. L'Arménie a annoncé vendredi qu'elle était prête à discuter avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour rétablir un cessez-le-feu. Ce que la partie azerbaïdjanaise ne semble pas disposer, pour l'heure, à accepter.

Le conflit du Haut-Karabakh entre Arméniens et Azerbaïdjanais offre bien des surprises. La moindre d'entre elles n'est-elle pas l'étonnante proximité, pas seulement géographique, entre l'Arménie chrétienne et la République islamique d'Iran ? De quoi faire douter de toutes les spéculations sur le « choc des civilisations ».

Commençons par regarder une carte : l'Arménie est un petit pays montagneux, à peine plus grand que la Bretagne, totalement enclavé, c'est-à-dire sans débouchés sur la mer.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

A l'Est à et l'Ouest, ses frontières avec l'Azerbaïdjan et la Turquie sont verrouillées à cause des conflits qui les opposent. Au nord, celle avec la Géorgie est ouverte, mais elle ne permet plus de relier l'Arménie à son grand allié russe, puisque les communications sont coupées entre la Géorgie et la Russie... Reste donc, la petite frontière, tout au sud, entre l'Arménie et l'Iran. Moins de cinquante kilomètres de montagne, avec une seule route et un seul pont traversant l'Araxe, vers la ville de Meghri. Cet enclavement se vérifie également par les airs : cet été, lorsque la Russie a livré du matériel militaire à l'Arménie, les avions-cargos, qui ne peuvent pas survoler la Géorgie et l'Azerbaïdjan, sont passés par la mer Caspienne puis l'espace aérien iranien.

« L'Arménie ne pourrait pas vivre sans l'Iran » assure Clément Therme, chercheur français, qui a dirigé le livre « L'Iran et ses rivaux » (Passés composés 2020). « Pour l'Arménie, l'ouverture vers l'extérieur passe par l'Iran, d'autant qu'il y a une forte empathie entre les deux pays ». Et des intérêts communs car « l'Arménie permet également à l'Iran de contourner en partie les sanctions occidentales qui visent la République islamique et cela avec la tolérance des Américains. » Le pont sur la rivière Araxe est un « corridor commercial, avec beaucoup de commerce informel et même du tourisme » note le chercheur. Jusqu'à la conquête russe en 1828, le territoire de l'actuelle République d'Arménie faisait partie de l'empire perse, c'est-à-dire de l'Iran. Ce territoire n'a jamais appartenu à l'empire ottoman - la Turquie.

Liens étroits. Entre l'Iran et l'Arménie, les liens historiques sont étroits et les deux peuples appartiennent à la même aire de civilisation, même s'ils sont de religion différente. Une minorité arménienne est toujours présente en Iran, en particulier dans « le business à Téhéran », note Clément Therme. Une partie du commerce avec les pays occidentaux passe par des intermédiaires arméniens. Cette minorité chrétienne est officiellement reconnue par les autorités de la République islamique et dispose de deux sièges réservés au Parlement.

« C'est un exemple mis en avant et instrumentalisé par les dirigeants du pays » reconnaît le chercheur, qui a constaté sur place que « la vie n'est pas toujours facile dans une théocratie ». Les Arméniens d'Iran disposent de leur lieu de culte chrétien orthodoxe et peuvent boire - légalement - de l'alcool dans leurs clubs. Les autorités avancent le chiffre de 200 000 Arméniens, mais en réalité « il est plus proche de 80 000, car beaucoup ont émigré, notamment en Californie », estime Clément Therme. Cette minorité joue un rôle dans les relations complexes entre la Russie et l'Iran, car « le Kremlin se pose en défenseur des chrétiens d'Iran ». Dans la crise du Haut-Karabakh, l'affaire se complique par l'existence d'une très forte minorité azérie en Iran. Azéri, comme les habitants de l'Azerbaïdjan, en guerre contre l'Arménie. Comme eux, ils parlent une langue très proche du turc et pratiquent l'islam chiite. En persan, les Azéris d'Iran sont appelés « Tork », c'est-à-dire turc. Ils sont très nombreux dans le nord-est de la République et dans la capitale Téhéran.

« **Monde turco iranien** ». Leur nombre est inconnu car « il y a une forte hybridation culturelle et un bilinguisme » explique Clément Therme, qui se méfie de la tentation occidentale de « découper l'Iran en groupes ethniques », préférant parler d'un « monde turco iranien ». Une chose est certaine : il y a plus d'Azéris en Iran (entre 12 et 30 millions selon les modes de calcul, sur une population totale de 80 millions) que dans l'Azerbaïdjan (10 millions). En 1945-1946, une éphémère République populaire d'Azerbaïdjan avait été proclamée dans la zone d'Iran occupée par l'Armée rouge. Les Azéris d'Iran ne sont pas une minorité reléguée, loin s'en faut : Ali Khamenei, le « Guide suprême », est lui-même d'origine azérie, comme une grande partie des élites de la République islamique. « C'est une population conservatrice en matière religieuse », ajoute le chercheur. Cette pratique religieuse les différencie radicalement de leurs cousins d'Azerbaïdjan, une République laïque, avec séparation de la religion et de l'Etat. Soviétique durant 70 ans (1920-1991), l'Azerbaïdjan a vécu totalement coupé de l'Iran (et de ses Azéris) durant toute cette période. Aujourd'hui, les relations sont complexes : bonnes sur le plan commercial et pour l'exploitation gazière en mer Caspienne, elles le sont nettement moins au niveau stratégique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Prudence de Téhéran. Israël et les Etats-Unis entretiennent de bonnes relations avec Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, ce qui n'est pas apprécié à Téhéran... Même chez les Azéris d'Iran, « il n'y a pas de forte appétence pour un rapprochement avec les Azéris d'Azerbaïdjan. C'est plutôt un discours que l'on entend à Bakou, où l'on reconstruit une identité nationale après la période soviétique », précise Clément Therme. Toutefois, des manifestations en soutien de l'Azerbaïdjan ont eu lieu samedi à Tabriz et dans d'autres villes majoritairement azéries. Elles ont été dispersées par la police.

Dans ce contexte et malgré sa proximité avec l'Arménie, l'Iran reste « très prudent » sur le dossier du Haut-Karabakh. A Téhéran, la présidence de la République a démenti la semaine dernière la livraison d'armes à l'Arménie, tout en appelant à des négociations entre les deux pays. L'Iran a également mis en garde contre une extension du conflit sur son territoire.

« L'Iran, qui a déjà suffisamment de problèmes à ses frontières, veut la stabilité sur celle du Nord », confirme le chercheur français. « Dans l'espace post-soviétique, la politique iranienne n'a pas de dimension révolutionnaire, contrairement au Moyen-Orient où elle entend défier l'hégémonie américaine et Israël », poursuit Clément Therme. En « s'alignant sur la politique régionale russe », Téhéran ne manquera pas de soutenir les efforts de Moscou pour calmer le jeu entre Arméniens et Azerbaïdjanais.

L'Otan se préoccupe de la sécurité des câbles sous-marins de télécommunications

Il y a cinq ans, les mouvements de certains navires commencèrent à attirer l'attention : leur route suivait les câbles sous-marins de télécommunication, par lesquels transite l'essentiel des communications mondiales [97% du trafic] et des transactions financières. « Il serait inquiétant d'entendre qu'un pays trafique des câbles de communication », avait commenté un porte-parole de l'US Navy, sans entrer dans les détails, qui étaient alors classifiés [et qui le sont toujours].

Évidemment, étant donné que les économies des pays occidentaux reposent toujours davantage sur les technologies de l'information, un éventuel sabotage de l'un ou de plusieurs de ces câbles aurait des conséquences incalculables. Mais la menace la plus probable est celle de l'espionnage. Un domaine que connaît d'ailleurs bien l'US Navy pour avoir utilisé, à cette fin, le sous-marin USS Halibut, ce dernier ayant collecté des renseignements en « écoutant » les communications de la flotte soviétique du Pacifique dans les années 1970 [opération Ivy Bell]. Depuis, cette mission a été reprise par l'USS Jimmy Carter.

En France, cette menace avait été brièvement évoquée par le Revue stratégique de défense et de sécurité, publiée en octobre 2017. « Les espaces maritimes sont au cœur de tensions croissantes, par leur rôle central dans la mondialisation des flux de toutes natures, y compris numériques [câbles sous-marins], les ressources qu'ils contiennent et le développement des capacités navales et aériennes de frappe à distance », avait-elle souligné.

Mais, généralement, ce sujet n'est qu'évoqué du bout des lèvres. Lors d'une audition au Sénat, un an plus tard, la ministre des Armées, Florence Parly, avait botté en touche alors qu'elle venait d'être interrogée sur les menaces susceptibles de viser ces câbles sous-marins. « Je pense que, dans une enceinte peut-être un plus refermée, nous pourrions évoquer ces sujets assez confidentiels », avait-elle dit. Cependant, la Marine nationale aborda la question dans un numéro de son magazine Cols bleus afin d'y expliquer, dans les grandes lignes, les actions qu'elle menait alors pour surveiller et protéger les câbles de télécommunications.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

Cette préoccupation est également partagée par le Royaume-Uni, où un copieux rapport fut remis en décembre 2017 par le Policy Exchange. Selon ce dernier, saboter les câbles sous-marins pourrait faire partie de la stratégie russe en cas de conflit.

Ce que confirma, à l'époque, le chef d'état-major des forces armées britanniques, qui était à l'époque l'Air Chief Marshal Stuart Peach [devenu, depuis, président du comité militaire de l'Otan, ndlr]. La « vulnérabilité des câbles [sous-marins] face au risque de sabotage russe constitue une menace économique potentiellement catastrophique », avait-il dit. Et d'ajouter : « En plus de ses nouveaux navires et sous-marins, la Russie continue de perfectionner ses capacités non-conventionnelles et la guerre de l'information. Par conséquent, nous devons continuer à développer nos forces navales avec nos alliés pour égaler la modernisation de la flotte russe. »

La question des câbles sous-marins n'est cependant sans doute pas évoquée aussi souvent qu'elle le devrait, sauf quand un navire russe attire l'attention, comme cela a été le cas l'an passé, avec le Yantar, un bâtiment de recherche océanographique et relevant de la Direction principale pour la recherche en eau profonde [GUGI], ou encore comme lors de la détection d'un sous-marin russe un peu spécial dans le golfe de Gascogne... En tout cas, elle a été au menu des ministres de la Défense des trente pays membres de l'Otan, le 23 octobre, l'un des thèmes de leur réunion par vidéoconférence portant justement sur la « résilience ».

Interrogé sur le fait que la marine russe « sonde de manière agressive les réseaux sous-marins de câbles de communication », le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg a souligné « l'importance cruciale » de ces derniers car « ils transmettent la grande majorité des données de communication mondiales » et que « par conséquent, cette question est d'une grande importance à la fois pour la société civile, mais aussi pour différentes capacités militaires. »

Sans pour autant citer les actions prêtées à la Russie, M. Stoltenberg a évoqué un rapport sur « les vulnérabilités liées aux câbles sous-marins et sur l'importance de pouvoir protéger les infrastructures sous-marines. »

« Je pense qu'il est important de régler ce problème, car il est faut comprendre que la plupart de ces câbles appartiennent à des intérêts privés et que l'on sait où ils se trouvent. Et cela les rend potentiellement vulnérables. Nous devons donc surveiller leurs vulnérabilités potentielles. C'est en partie la raison pour laquelle nous avons produit ce rapport », a ensuite expliqué l'ancien Premier ministre norvégien.

Cela étant, l'Otan dispose, selon lui, d'« outils » pour surveiller et protéger ces câbles sous-marins des menaces qui pèsent sur eux. Et cette mission fait partie de celles qui ont été assignées au nouveau commandement de l'Otan pour l'Atlantique, basé à Norfolk, aux États-Unis. Pour rappel, cette structure a été créée [ou plutôt recréé puisque, par le passé, elle a existé sous l'appellation « Commandement allié Atlantique – SACLANT] pour assurer la protection des voies de communications maritimes entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

« Dans le cadre de nos efforts pour renforcer la résilience, les câbles sous-marins, l'infrastructure sous-marine en est une partie importante », a conclu M. Stoltenberg.

opex360.com



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

La culture stratégique russe

C'est une question aussi vaste que l'histoire russe elle-même, mais comment caractériser la culture stratégique russe ?

Mark Galeotti : Oui, c'est une question gigantesque à laquelle il est difficile de répondre brièvement. La meilleure façon de définir la culture stratégique d'un pays est de considérer ses hypothèses fondamentales sur la stratégie, la concurrence, ce qui constitue pour lui une menace et le moment où il estime que la guerre est la meilleure réponse. La position géographique de la Russie, son héritage de retard et d'invasion, ses expériences historiques en général, l'inclinent à être hyper consciente des menaces potentielles, à considérer qu'une bonne offensive est la meilleure défense et surtout à penser que, lorsqu'un ennemi a un avantage économique et technologique, l'imagination et la volonté peuvent combler le déficit.

À bien des égards, cela est le mieux résumé par cette affirmation de Catherine la Grande : « Je n'ai pas d'autre moyen de défendre mes frontières que de les étendre ». Cela ne signifie pas que la culture stratégique russe soit nécessairement expansionniste – je ne pense pas que (maintenant qu'elle a pris la Crimée) Moscou ait des aspirations territoriales plus larges –, mais plutôt qu'elle est essentiellement défensive – même si la Russie a souvent l'impression qu'elle ne peut se défendre que par des moyens agressifs.

Le narratif de Poutine sur la continuité entre l'empire tsariste, l'URSS et la Russie contemporaine a-t-il eu un effet sur cette culture ? Produit-il quelque chose comme un « camouflage politique » servant ses propres fins, ou est-il simplement le produit de cette culture ?

Honnêtement, à bien des égards, Poutine reconnaissait simplement la réalité – il y a eu de fortes continuités à travers ces périodes, le produit des conditions géopolitiques et économiques autant que le transfert des perspectives traditionnelles. La culture stratégique change très lentement, après tout, et l'influence de Poutine s'exerce plus sur le code opérationnel – sur la façon dont la culture stratégique se manifeste – que sur les concepts sous-jacents.

Lui-même est également le produit d'une culture à long terme et d'expériences à court terme.

Sa caractérisation de la Russie comme grande puissance et les notions que cela implique, ses hypothèses sur la nature essentiellement hostile du monde extérieur et la nécessité d'éviter le chaos, tout cela serait assez familier à un fonctionnaire stalinien ou tsariste, d'ailleurs.

Cependant, sa trajectoire personnelle et en particulier les traumatismes de l'effondrement de l'URSS et de l'anarchie des années 1990 – une décennie au cours de laquelle il sent que l'Occident a au mieux ignoré et au pire exploité la Russie – ont absolument façonné son état d'esprit et le vocabulaire stratégique avec lequel il s'exprime. Son hypothèse est que le monde est façonné par des machinations secrètes, et que l'Occident est à la fois moralisateur et hostile, ce qui a donné un tranchant particulier dans la manière dont il interprète ses propres expériences de vie.

L'art militaire russe met traditionnellement l'accent sur l'art opératif, avec un large éventail d'options. Vous avez noté dans un de vos livres qu'à Pristina, l'action de Moscou a été agile et rapide, saisissant les opportunités. Mais, dans le même temps, la Russie est également prompte à adopter des approches non linéaires – en utilisant des proxies, le déni plausible, etc. Est-ce simplement une question d'opportunité stratégique/de pragmatisme ou le résultat d'une réflexion stratégique plus équilibrée ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Il y a plusieurs problèmes ici. Tout d'abord, en Occident, nous avons tendance à pointer du doigt les Russes sans reconnaître à quel point tant de leurs activités nous sont familières. L'utilisation de proxies, la subversion politique, la désinformation, les tactiques asymétriques et les approches obliques nous sont à peine inconnues. Ce que font les Russes peut parfois sembler innovant parce que le monde moderne crée maintenant des opportunités et de nouvelles formes pour l'application de telles mesures, mais c'est essentiellement une boîte à outils assez courante. En Syrie, par exemple, c'est l'Occident qui dépendait largement de proxies et d'un certain degré de déni.

Deuxièmement, nous devons faire la distinction entre la pensée militaire, qui considère largement ces méthodes comme des compléments à une guerre classique et directe, et l'establishment civil de la sécurité nationale, qui les considère comme une alternative potentielle. Comme je l'explique dans mon livre *Russian Political War*, ce sont deux phénomènes distincts, même si pour nous le problème est qu'ils utilisent des instruments largement similaires, et donc que, souvent, nous ne savons pas si la force militaire est à l'horizon.

Enfin, l'essence de l'art opératif de la Russie est, évidemment, de gagner : dégrader la volonté et la capacité de l'ennemi à résister, le plus rapidement, le plus efficacement et de la manière la moins coûteuse possible. À cette fin, les Russes ont toujours cherché à s'assurer de pouvoir disposer d'une gamme d'options tactiques, des frappes éclair à l'attrition écrasante, des opérations secrètes aux démonstrations de force. C'est quelque chose qui est devenu particulièrement étudié à l'époque soviétique, lorsque l'intégration des moyens militaires et politiques était au cœur de la doctrine du Parti. Nous ne devons donc voir aucune contradiction entre, disons, Pristina et la Crimée, ou même le Donbass.

L'armée russe a été, historiquement, assez conservatrice en ce qui concerne les réformes. Est-ce toujours le cas ?

Bien que nous ayons vu un changement très réel et impressionnant depuis la guerre de Géorgie et la campagne menée par l'ancien ministre de la Défense Anatoli Serdioukov et le chef d'état-major Nikolaï Makarov pour forcer la réforme d'un corps d'officiers suspect et conservateur, je pense qu'il est juste de considérer les forces russes comme étant politiquement conservatrices et professionnellement flexibles.

Politiquement conservatrices non seulement par leur vision du monde, mais aussi par leur réticence à accepter des changements fondamentaux quant à leur statut ou à leur rôle. L'alpha et l'oméga de l'armée russe restent la défense de la mère patrie contre une menace majeure, issues de pairs, et ils hésitent à la voir se diluer. Tout comme elles ont délibérément (et à tort) écarté une grande partie des leçons qu'elles ont apprises de l'Afghanistan, sûres qu'elles ne mèneraient pas une autre guerre de ce type et craignant que cela ne les détourne de leur mission principale. Elles craignent également que suivre les manies du présent puisse les rendre plus vulnérables à l'avenir.

Cela dit, nous les avons également vues explorer avec enthousiasme toutes sortes de nouvelles technologies et de tactiques, de l'usurpation de GPS au repérage de cibles par drones, des forces mobiles montées en véhicules tout-terrain aux missiles hypersoniques. On a le sentiment que c'est une époque où il n'y a pas seulement une course aux technologies, mais aussi une course à l'innovation ; et si la Russie a du mal à suivre l'Occident (et, franchement, la Chine) dans de nombreuses technologies, au moins elle peut les dépasser en imagination.

En Afghanistan et en Tchétchénie, la Russie a dû soutenir des pertes élevées – il est probablement trop tôt pour le dire en ce qui concerne les opérations syriennes. On dit souvent que les régimes autoritaires sont moins limités par les opinions publiques et les pertes. Est-ce le cas en Russie ? Compte tenu du déclin démographique russe, l'opinion publique deviendra-t-elle une force plus puissante ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

En fait, c'est l'objet d'une mauvaise interprétation. Les chefs militaires russes sont prêts à accepter des pertes lorsque cela est absolument nécessaire, mais uniquement en dernier recours. L'Afghanistan, par exemple, a été combattu aussi frugalement que possible et il y avait une infrastructure médicale importante en place. De même, en Tc

hétchénie, ils ont parfois subi de lourdes pertes, mais à cause d'échecs institutionnels ou des compétences rebelles plutôt que du fait de la stratégie. Ce qu'ils souhaitent voir, ce sont des pertes collatérales – civiles – massives, que ce soit à Herat, à Grozny ou, plus récemment, à Alep, mais même pas de manière délibérée, seulement comme effet secondaire des tactiques qu'ils pensent gagnantes.

La Russie n'est pas simplement un autoritarisme, c'est un autoritarisme avec un mélange lourd de populisme et même d'aspects démocratiques. En tant que tel, le Kremlin doit se soucier des victimes. Ce n'est pas seulement parce que le déclin démographique signifie que les jeunes hommes sont une denrée précieuse, ni simplement parce qu'un virage vers la professionnalisation signifie que les soldats russes sont de mieux en mieux entraînés et chers. Cela reflète également la sensibilité politique des victimes, ce qui a conduit à leur refus constant de reconnaître la présence d'unités de combat dans le Donbass et leur utilisation de pseudo--mercenaires tels que le groupe Wagner en Syrie et au-delà.

Vous avez largement étudié l'évolution de l'armée russe. Dans le contexte actuel, quelle pourrait être sa plus grande force ? Et sa pire faiblesse ?

La Russie dispose désormais d'une force nationale très compétente digne d'une puissance régionale. Elle peut défendre la patrie contre toute menace conventionnelle plausible, à moins d'une guerre terrestre avec la Chine – qui serait découragée par les armes nucléaires –, et elle peut menacer n'importe lequel de ses voisins. Elle ne pourra peut-être pas confortablement occuper et pacifier l'Ukraine, encore moins la Turquie, mais cela pourrait briser leurs forces armées. Elle a même une capacité de projection de puissance limitée, comme en témoigne la Syrie (où, soyons honnêtes, la projection s'est avérée plus efficace que ne s'y attendaient la plupart des observateurs étrangers).

Dans ce contexte, sa plus grande force est aussi sa pire faiblesse : sa dépendance à l'égard d'un Kremlin qui a une vision du monde étroitement conflictuelle, voire paranoïaque, à somme nulle. C'est une force dans la mesure où cela garantit aux armées qu'elles continueront de recevoir les ressources disproportionnées nécessaires à leur maintien. Bien qu'elles soient soutenables et loin des niveaux paralysants des dépenses de défense soviétiques, les ressources que reçoivent les militaires sont vraiment en décalage avec les véritables besoins de dépenses publiques du pays. Le budget de la défense a diminué depuis 2017, mais son importance empêche encore de répondre à de nombreux autres besoins essentiels, des soins de santé aux infrastructures. Le fort soutien du Kremlin dans la durée est une puissante garantie de ces dépenses.

Cependant, c'est aussi une faiblesse, une dépendance à l'égard d'un Kremlin qui voit l'armée comme un instrument de son aventurisme géopolitique et attend des soldats qu'ils répondent à ses peurs et ambitions souvent irréalistes. La nécessité de se plier aux craintes du Kremlin à propos de la subversion provoquée par l'Occident en Russie a forcé les militaires à modéliser des scénarios aussi improbables et a été à l'origine du fameux discours ayant lancé la notion occidentale, mythique, d'une « doctrine Gerasimov ». Les quasi--accidents dans les espaces aériens et maritimes de l'OTAN, la diffusion de la puissance militaire entre les mains de structures pseudo-mercenaires dont les liens peuvent être niés, mais qui sont aussi moins contrôlables, tout cela reflète des impératifs politiques et non militaires. Une armée qui considère son rôle principal comme étant défensif est redevable à un régime qui considère (certains types d'attaques) comme le meilleur moyen de défense...

areion24.news



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Le nouveau concept d'emploi des forces britanniques, une révolution stratégique

La Manche et la Royal Navy ont historiquement conféré au Royaume-Uni une profondeur stratégique unique en Europe de l'Ouest. Aussi a-t-il développé une culture du combat plus stratégique que tactique. S'il a perdu des batailles, il a en revanche souvent su gagner les guerres en mobilisant ses marchands et ses banquiers tout en maîtrisant information et communication. La présentation du nouveau concept d'emploi des forces armées britanniques présenté le 1er octobre 2020 par le général Carter, Chief of the Defence Staff du royaume, fait la part belle à cette histoire, tout en ouvrant de nouvelles voies stimulantes.

Les Britanniques privilégient traditionnellement la manœuvre à la frontalité. Plutôt que d'affronter directement des armées trop puissantes, ils les contournent et s'attaquent aux forces vives de leurs adversaires. Leur culture de l'efficacité est avant tout un art de l'étude des rapports de force et des conditions de leur inversion. Albion ne combat qu'avec de fortes probabilités de vaincre, ou se dérobe. Plus directe, la culture française, marquée par le code d'honneur des batailles, a longtemps appelé cela de la perfidie. On pourrait plus justement parler d'une vision stratégique globale dépassant les aspects strictement militaires. Les réseaux financiers de la City, les flux commerciaux et la gestion de l'information y ont sans doute plus d'impact que le sabre et le canon. Mais l'art de la stratégie n'est pas de se battre ; il est celui de la « capacité à surprendre l'adversaire, donc à le déséquilibrer, souvent de manière fatale ».

L'art historique des approches indirectes

L'Angleterre évite donc l'incertitude de la bataille quand elle peut l'éviter. Durant les French wars, elle mène la guerre sur les périphéries maritimes tout d'abord, continentales ensuite dans la péninsule espagnole. Elle a simultanément attaqué sur le plan informationnel par une propagande axée sur la légende noire de « l'Ogre corse » tout en luttant sur le plan économique. Elle s'est bien gardée d'affronter les grognards de la Garde avant Waterloo. Si Wellington avait été défait ce jour-là, d'ailleurs, rien n'aurait été réglé et Londres aurait continué à exercer une pression indirecte jusqu'à ce que la puissance française finisse par céder sous la poussée. Pendant que Napoléon remportait des victoires brillantes, mais sans lendemain, l'Angleterre avait mis la main sur Le Cap, l'île Maurice et Ceylan, chevilles de l'axe stratégique qui lui assurerait pour un siècle la maîtrise maritime de la route des Indes et de l'Asie. Londres pouvait se permettre le risque d'une défaite ponctuelle. Les conditions structurelles d'une victoire à terme étaient remplies : des ressources et un crédit sécurisés, un réseau économique mondial, un système d'alliances européennes solide, la sanctuarisation du territoire depuis Trafalgar. Le génie tactique de l'empereur ne faisait que retarder l'inéluctable, la moindre défaite devant entraîner la ruine d'un édifice déséquilibré.

La petite Angleterre a longtemps manqué d'hommes. Elle ne pouvait assumer les pertes de ces grandes batailles dont l'histoire continentale regorge. Sa culture périphérique a donc consisté à toucher les centres nerveux ennemis et à tisser patiemment la toile où l'empêtrer. Stratégie des carrefours, elle se déploie en réseaux en s'appuyant sur la combinaison des ressources. Elle ne cherche pas à porter l'estocade de prime abord, mais agit à la manière du picador dont le coup n'est pas mortel, mais, en rompant ses ligaments, réduit la liberté de mouvement du taureau et l'affaiblit par perte de sang. Elle attache une importance majeure au renseignement et à l'information stratégique dont elle tire sa liberté de mouvement tout en entravant celle de ses adversaires.

Une adaptation contemporaine

Pendant la Grande Guerre, ses premiers succès ont été remportés en Égypte et dans la péninsule arabique. C'est encore elle qui a insisté pour ouvrir un front en Orient à Gallipoli.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Lors de la Seconde Guerre mondiale enfin, elle s'est bien gardée de renouveler l'erreur de 1914 et d'envoyer la fleur de sa jeunesse en France, préférant s'en remettre à la Home Fleet et à la Royal Air Force. Alors que les Américains brûlaient d'en découdre au cœur de l'Europe dès 1943, Londres a imposé sa stratégie périphérique de petites bouchées (Afrique du Nord, îles méditerranéennes, Italie) avant d'avaler le morceau en Normandie après un intense travail d'intoxication destiné à tromper l'ennemi. Contre un ennemi plus puissant que le Kaiser, l'Empire britannique a ainsi perdu moitié moins d'hommes que dans les tranchées !

Liddell Hart, le chantre britannique de l'approche indirecte, encore qu'il l'ait malheureusement abordée sur un plan plus tactique que stratégique, proposait ainsi de substituer le principe de dislocation au principe de destruction.

L'approche britannique porte sur la cohérence de l'ennemi plutôt que sur ses forces vives. Pour ce faire, elle a développé des modes d'action peu conventionnels qui ont glissé du monde militaire au monde économique et politique, dont « le principe est d'induire l'ennemi en erreur en manipulant ses perceptions afin qu'il juge vrai ce qui est faux et faux ce qui est vrai. La volonté des Britanniques est de remonter au niveau politique : façonner la psychologie des décideurs [...] ».

Ainsi ont-ils développé l'art de modeler l'environnement en leur faveur. Sur le front d'Égypte, en 1917, le général Allenby avait trompé les Turcs en créant de toute pièce un faux camp dans le désert et un faux trafic radio. Avant d'attaquer, il avait de surcroît fait lâcher par les airs 120 000 paquets de cigarettes contenant de l'opium sur les lignes turques de Beersheba, en 1917. L'offensive surprit le commandement turc, qui l'attendait ailleurs, et ses soldats, trop drogués pour réagir...

Les opérations d'influence, de désinformation et d'intoxication montées par les services britanniques pendant la Deuxième Guerre mondiale sont des modèles du genre, atteignant un niveau de complexité encore jamais atteint dont l'archétype est l'opération Mincemeat. Totalement surclassés en termes de guerre informationnelle, les nazis ne se doutèrent pas que non seulement leurs transmissions étaient décryptées et écoutées par les Anglais, mais encore que nombre de leurs décisions majeures leur étaient indirectement inspirées depuis Londres dont l'art de la manipulation épargna la vie de bien des soldats.

Répondre à la compétition systémique

C'est à l'aune de cette histoire que s'éclaire le nouveau concept d'emploi des forces armées britanniques. S'il s'inscrit dans la longue tradition britannique de guerre hybride et indirecte, il n'en marque pas moins une véritable révolution en intégrant doctrinalement ce qui relevait jusqu'alors d'une approche culturelle et pragmatique et en annonçant le passage des conflictualités « de l'âge industriel à l'âge de l'information ».

La cosmologie stratégique européenne se caractérise par la distinction entre les états de guerre et de paix correspondant à des ruptures claires et des états juridiques déterminés. Cette approche est caduque. Dès l'entre-deux-guerres, la Russie soviétique a récusé cette distinction. Dans les années 1990, deux officiers supérieurs chinois publiaient La guerre hors limites, qui actait l'extension du domaine de la guerre à l'ensemble des secteurs d'activité matériels ou immatériels dans une confrontation globale et permanente.

Engagés dans un conflit de nature politique plus que cinétique, les compétiteurs des nations démocratiques mènent dorénavant des opérations de guerre non militaires destinées à « saper leur cohésion, à éroder leurs capacités de résilience économique, politique et sociale » tout en cherchant à s'assurer « des avantages stratégiques dans les régions-clefs du monde ». Ainsi cherchent-ils à « briser leur volonté » tout en demeurant sous les lignes rouges susceptibles d'entraîner une riposte militaire.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Les démocraties sont mal à l'aise dans cette zone grise. Leurs adversaires ne se sentent pas tenus par les normes et les principes éthiques dont elles encadrent leur action et excellent à les retourner contre elles. Les valeurs d'ouverture sont autant de cibles et les règles d'un État de droit autant d'opportunités pour les régimes autoritaires. La société de l'information multiplie les risques de manipulations, peu détectables et difficilement traçables. Aussi « notre cadre légal, éthique et moral nécessite-t-il une mise à jour pour refuser à l'ennemi l'opportunité de saper nos valeurs » La difficulté consiste à apporter des réponses fortes sans se renier.

Le nouveau concept britannique répond à ce défi intégrant la notion de Compétition. « Plus de ce que nous avons ne serait pas suffisant » affirme le général Carter, appelant à changer fondamentalement de manière de voir les choses. Appelant à une réversibilité accrue, il pointe la nécessité de combattre sous le spectre de l'engagement par le feu.

Cette approche signifie que la cible n'est plus simplement l'ennemi, mais l'environnement. Seule une vision à moyen et long terme permettra de le modeler favorablement en reprenant le contrôle du rythme stratégique. Les inhibitions connues et exploitées des puissances démocratiques face aux attaques portées dans la zone grise mettent désormais leur pérennité en cause. Aussi s'agit-il de réinvestir la bulle cognitive et de recréer un contexte d'imprévisibilité au détriment des États hostiles. L'infosphère doit faire l'objet de ripostes et d'attaques exerçant un rôle dissuasif, mais aussi une pression active en faveur des valeurs démocratiques et de la prospérité globale.

Une guerre de l'information

Ce nouveau cadre replace en première ligne ce que l'amiral Castex nommait le moral stratégique de la nation. La profondeur stratégique n'est plus tant géographique que sociale, économique et immatérielle. Les normes, les images, les idées sont des armes portant sur le comportement des masses et des décideurs. Les combats ne se cantonnent plus à une ligne de front hypothétique, mais se livrent au sein de la société dont les éléments centrifuges sont exploités et accentués en sous-main. Des fake-news déstabilisatrices aux ingérences informationnelles couvertes en période électorale, les opérations de déstabilisation se sont multipliées.

À ces atteintes continues doit répondre une approche qui « amplifie l'emploi de l'outil militaire comme une part d'une entreprise nationale « totale » impliquant l'industrie, le monde académique et la société civile ». Le but à atteindre sera dorénavant de « modeler le comportement d'un adversaire à travers des actions couvertes et ouvertes ». L'ère des masses et de l'information est aussi celle des guerres comportementales dont la cible est l'esprit humain plus que son corps et ses extensions matérielles.

Les défis militaires ne sont pas négligés pour autant. Technologies russes ou effet de masse chinois actent la fin de la domination sans partage de l'OTAN depuis la fin de la Guerre froide. La faible résilience des opinions publiques aux pertes humaines dans les sociétés libres est un encouragement à les défier, puisque des pertes, même peu nombreuses, mais bien médiatisées, pourraient contraindre une démocratie à un retrait avant qu'elle n'ait pu faire entrer dans la balance ses atouts qualitatifs. Les nouveaux défis s'étendent également aux domaines technologique, spatial, cyber etc.

Le nouveau concept britannique, dont nous n'avons pas couvert ici tous les aspects, place sur un pied d'égalité capacités létales et non létales et appelle la nation à déployer en permanence « l'énergie délibérée précédemment réservée au « temps de guerre ». Plus qu'une simple péripétie doctrinale du monde militaire, il incarne la prise de conscience de l'entrée dans une ère conflictuelle systémique totale.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

La capacité de remise en cause stratégique dont le Royaume-Uni a fait preuve devrait rafraîchir et irriguer avantageusement les réflexions ou approches de ses alliés.

Mali : contre qui se bat l'armée française ?



Jean-Dominique Merchet - 25 octobre 2020 à 12h12



Depuis janvier, l'effort de Barkhane est essentiellement tourné contre l'Etat islamique et pas contre les groupes liés à al-Qaïda, pourtant plus puissants. Le prélude à des négociations ?

Des soldats français lors de l'Opération Barkhane au Sahel.
© Armée de Terre

L'engagement militaire français au Sahel devrait coûter près d'un milliard d'euros en 2020, soit une hausse de 10 % liée au renforcement des moyens décidé en janvier dernier, face à la dégradation de la situation. Interrogé par les députés mi-octobre, le général Lecointre, chef d'état-major des armées, avance l'estimation prévisionnelle de 911 millions d'euros. L'ensemble des opérations extérieures françaises devrait se situer autour de 1,5 milliard d'euros.

« Je laisserai derrière moi une victoire collective : Serval, bien sûr ! » Lors de son adieu aux armes le 20 octobre, le général Bernard Barrera est revenu sur l'opération terrestre qu'il commandait en 2013, la reconquête du Nord Mali par l'armée française. Sept ans plus tard, et alors que Serval est devenu Barkhane, ses successeurs hésiteront sans doute à emboucher les trompettes de la victoire. Un récent « briefing » de l'état-major des armées (EMA) sur l'opération Barkhane le confirme.

Au Mali, les derniers mois ont été marqués par deux événements importants : un coup d'Etat militaire, le 18 août, qui a renversé le président élu IBK, puis, début octobre, la libération d'environ 200 djihadistes en échange, notamment, de celle de l'otage française Sophie Meryem Pétronin. Parmi eux se trouvent des combattants impliqués dans des actions contre l'armée française. Il a fallu toute l'insistance de la presse pour que l'état-major finisse par évoquer ces deux faits majeurs, non sans embarras... Pas question de dévier de la feuille de route politique du sommet des chefs d'Etat à Pau, en janvier dernier, confirmée à Nouakchott en août.

« **Sahélisation** ». « Notre objectif militaire est de mettre les groupes armés terroristes (GAT) à la portée des forces locales », assure un haut gradé. En clair : affaiblir suffisamment les combattants djihadistes pour que les armées des pays du Sahel puissent, un jour, les affronter toutes seules. Parallèlement, il s'agit de « renforcer l'appareil militaire » des Etats de la région dans le cadre d'un « partenariat de combat ». L'objectif est la « sahelisation », un mot désormais répété jusqu'à plus soif.

La « sahelisation » n'est pas, tant s'en faut, une idée nouvelle. Durant la guerre d'Indochine (1946-1954), on parlait déjà de « jaunissement ». Les Américains reprirent l'idée avec la « vietnamisation », l'« irakisation » ou l'« afghanisation », les Français participant d'ailleurs à cette dernière. Ces formules servent essentiellement d'habillage à un désir de retirer ses propres troupes, mais l'histoire récente permet de douter de leur succès.

Les armées estiment à « quelques centaines » les effectifs du « premier cercle » des djihadistes, mais ceux-ci sont divisés en deux groupes ennemis.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Quelle est, en effet, la situation sécuritaire sur le terrain, près de huit ans après le début des opérations, le 11 janvier 2013 ? Elle est « contrastée » reconnaît-on diplomatiquement à l'état-major des armées. Les armées estiment à « quelques centaines » les effectifs du « premier cercle » des djihadistes, mais ceux-ci sont divisés en deux groupes ennemis.

Une carte du Mali (que nous ne sommes pas autorisés à reproduire) montre cinq grosses taches, qui occupent une bonne partie du centre et du nord du pays. Ce sont « les zones d'évolution » des « groupes armés terroristes ».

L'une de ces taches est noire. C'est celle de l'Etat islamique du Grand Sahara (EIGS), la branche locale de Daech. Elle est située dans le secteur des trois frontières (Liptako) à cheval sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso. C'est contre l'EIGS que se porte l'essentiel de l'action militaire depuis le sommet de Pau. Une opération, impliquant près de 3 000 militaires – dont plus d'une moitié de Français – est en cours dans ce secteur. A l'état-major, on constate « une contraction de la zone de l'EIGS » et une « dispersion » de ses troupes « autour du fleuve Niger ». L'EIGS est « sur le recul » et a subi de « fortes pertes ». Très affaibli, l'EIGS n'est pas anéanti. Mais il n'est plus capable de mener des attaques complexes et meurtrières comme en 2019, estime-t-on.

Ennemi principal. Les quatre autres taches sur la carte, en vert, couvrent le centre vers Mopti, le secteur de Tombouctou, une région au nord de Gao et l'extrême du nord du pays, autour de Tessalit. C'est le domaine du RVIM – les militaires disent « R-vime » – le Rassemblement pour la Victoire de l'Islam et des Musulmans, lié à al-Qaïda. Au cours des derniers mois, le RVIM, également connu sous le nom de GSIM, a affronté l'EIGS les armes à la main. Le RVIM n'est pas l'ennemi principal de Barkhane. « Notre effort porte clairement sur l'EIGS et on n'est pas centré sur la RVIM » dit-on à l'état-major des armées. « Barkhane n'est pas capable de s'occuper de toutes les taches [figurant sur la carte] même s'il peut y avoir quelques opérations ciblées contre le RVIM », comme la « neutralisation » de Droukdel en juin dernier. Celui-ci était l'un des chefs d'al-Qaïda dans la région.

Aujourd'hui, le vrai patron du RVIM est Iyad Ag Ghali, en bons termes avec l'Algérie et avec lequel une partie du pouvoir malien pourrait négocier. Vu de Paris, Iyad Ag Ghali reste-t-il un « ennemi » ? « Pour moi militaire, oui », répond un officier de haut rang. Et pour les autres ?

Questionner l'autonomie stratégique française

Le Forum Hippocampe a consacré un événement à l'autonomie stratégique française, autour duquel industriels, opérationnels et politiques se sont réunis afin d'échanger.

Allier autonomie et multilatéralisme.

Mardi 29 septembre, VH Conseil organisait un symposium intitulé « Enjeux et perspectives de l'autonomie stratégique française ». Trois tables rondes se sont ainsi tenues, lesquelles sont venues aborder la question de l'autonomie, selon différents prismes d'analyse. Alors que la conférence a été ouverte le Général Mercier, ancien CEMAA, celui-ci a tenu à rappeler quelques éléments de contexte, permettant de disposer d'une vision globale des enjeux d'autonomie stratégique. L'émergence de nouvelles puissances militaires et la crispation des relations internationales doit pousser l'armée française à renforcer son autonomie d'action et de production, tout en continuant à conduire des opérations en coalition et en jouant le jeu du multilatéralisme. « Nul aujourd'hui n'a seul les clés du succès. Il faut aller au-delà du prisme national », a ainsi mis en avant le Général Mercier. Mais ce constat va de pair avec un second : il apparaît crucial de pouvoir conserver « la maîtrise des capacités militaires, des capacités industrielles et des capacités d'approvisionnement ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

Et ce d'autant plus que la France est une puissance nucléaire et doit pouvoir disposer d'une autonomie nationale dans la mise en œuvre de sa dissuasion. L'enjeu est ainsi de placer le curseur au bon endroit entre autonomie et coopération. « Dans le champ du renseignement nous ne pouvons pas avoir toutes les capacités. L'enjeu est alors de pouvoir disposer d'une capacité autonome d'appréciation de la situation », complète le Général Mercier.

Produire en France.

La question de la production a elle aussi été mise à l'honneur, au sein de la première table ronde, un sujet d'autant plus d'actualité au vue des difficultés mises en lumière lors de la crise sanitaire pour l'acquisition de masques. Photonis et Arquus intervenaient à cette occasion et rappelaient l'enjeu, sur certains produits, de pouvoir disposer d'une autonomie de production. En fabriquant en France, l'Etat « ne dépend pas d'autres pays, ni de contraintes et normes extérieures », mettait ainsi en avant Geoffroy Deltel, directeur R&D et imagerie numérique chez Photonis. Cependant, l'industriel est bien conscient que produire en France contient son lot de difficultés, sur un plan notamment administratif et économique. « Pour faire face à cela, nous devons proposer des produits à forte valeur ajoutée, innover et nous ancrer dans un marché mondial. L'export devient alors un véritable enjeu », complète-t-il. Et Emmanuel Levacher, président d'Arquus de compléter : « produire en France nous permet d'être au plus près de notre premier client, à savoir l'armée de Terre. L'Etat en tant que client permet d'investir dans une filière nationale ».

Autonomie des systèmes.

Si l'autonomie peut être pensée sur le plan de la production, ce terme est également largement repris lorsque l'on évoque la question des drones et des robots. Pour cela, le Général Palu, sous-chef d'Etat-Major plans et programmes (EMAT) rappelle que l'emploi de systèmes intégrant une part d'autonomie, ou du moins d'automatisation, doit répondre à la question de l'efficacité collective. « Ces systèmes permettent-ils de multiplier la capacité d'action ? La robotisation permet de préserver l'homme de tâches secondaires, d'éviter les risques inutiles, d'éviter d'être submergés par les menaces et par un ensemble de données dont nous sommes envahis ». Les systèmes autonomes permettraient ainsi, dans certains cas d'emploi, de renforcer la résilience des forces.

Liberté d'action.

Enfin la question de l'autonomie stratégique en tant que « clé de voute de la liberté de décision » a également été posée. Un sujet qui fait notamment écho à la dissuasion et, comme le rappelle le Général de Rancourt, directeur général adjoint des relations internationales et de la stratégie, lorsque l'on parle de dissuasion la France doit pouvoir « agir en toute indépendance nationale et ainsi maîtriser de bout en bout la question nucléaire nécessitant une crédibilité politique, diplomatique, industrielles et militaire ». Pour permettre à la France de disposer d'une certaine autonomie d'action, il convient alors de pouvoir préserver la BITD et de « garantir un accès aux technologies futures », complète le Général de Rancourt. Cependant comme le rappelle Jérôme Cerisier, président de Photonis, « la France ne peut pas avoir une BITD exhaustive, il faut penser la BITD à l'échelle européenne ». Une vision qui se traduit sur un plan industriel avec l'existence de structure transeuropéennes à l'instar d'Airbus, MBDA ou encore Eurosam, mais également l'émergence de plus en plus fréquente de programmes conduits en coopération, tels que le SCAF, le MGCS ou l'Eurodrone.

L'autonomie par l'investissement.

Finalement l'autonomie stratégique s'orienterait donc autour de plusieurs points : l'autonomie de production, l'autonomie d'emploi et l'autonomie de décision. Pour cela, afin de soutenir la BITD et renforcer les moyens d'action de la France, Vincent Hélin, président du forum Hippocampe suggère la mise en place d'un supplément exceptionnel de recherche afin de pouvoir moderniser plus rapidement et plus efficacement les équipements de défense, parmi lesquels il cite notamment les ravitailleurs, les avions de transport, les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

hélicoptères de manœuvre ou encore l'hôpital militaire de campagne. Dans ce sens, il propose également une nouvelle règle politique, selon laquelle « nul ne doit servir un matériel plus âgé que le plus jeune de l'unité ». Pour cela, une politique de commande publique encore plus importante devrait être mise en place. « Ce n'est pas de la dépense, c'est de l'investissement. Il faut pouvoir éviter la surprise stratégique militaire » conclut-il. air-cosmos.com

Comment l'Armée de Terre se prépare aux guerres du futur

LETTRE DES ARMÉES. Chef d'état-major de l'armée de terre, le général Thierry Burkhard prépare ses troupes à des guerres plus intenses.

Par Jean Guisnel - Publié le 13/10/2020 à 11:00 | Le Point.fr



Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Thierry Burkhard. © LUDOVIC MARIN / POOL / AFP

Au camp de Satory, le 8 octobre, l'armée de terre a présenté à un public de parlementaires et d'auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) son grand show annuel sur ses capacités militaires. Elle maîtrise parfaitement ce genre de démonstration plus technique, plus informative et plus dynamique que celle du 14 Juillet. Les temps ne sont plus aux coups de mou et aux récriminations. « Tout va plutôt bien dans l'armée de terre », a déclaré le chef d'état-major de l'armée de terre (Cemat), le général d'armée Thierry Burkhard, lors de son allocution d'ouverture, tout en affichant sa préoccupation pour l'avenir des 110 000 hommes et femmes (plus 24 000 réservistes opérationnels) qui la composent. Non seulement doivent-ils être convenablement équipés, entraînés et reconnus par la nation, mais encore faut-il qu'ils « tournent » sans anicroche : pour remplacer ceux qui partent, l'armée de terre recrute pas moins de 16 000 nouvelles personnes chaque année ! Elle exige d'elles qu'ils observent « une éthique claire et un comportement irréprochable », tel que défini dans le livre orange. Thierry Burkhard s'est dit attentif à la marche du monde vers un « nouveau cycle de conflictualité ». Actuellement, notamment au Sahel, « nous nous concentrons sur le combat contre le terrorisme militarisé », a-t-il insisté, tout en soulignant que de nombreux indicateurs qu'il n'a pas détaillés laissent augurer de futurs « engagements de haute intensité dans la durée », dans laquelle ses troupes se trouveront impliquées puisque toute guerre commence au sol et se termine de même.

Spectre capacitaire complet

Au début de l'été, le Cemat avait rendu public un document précis et accessible illustrant sa « vision stratégique » pour tous les membres du personnel de l'armée de terre. Il ne s'y attarde pas sur l'intendance (nouveaux matériels, etc.) qui appelle d'autres modes de communication, mais va à l'essentiel : l'interrogation.

En clair, personne ne sait réellement de quoi demain sera fait, le contexte stratégique étant « avant tout marqué par l'incertitude, renforcée par de nombreux bouleversements stratégiques récents, accentués par la difficulté des Européens à concevoir et organiser par eux-mêmes les conditions de la défense collective de leur continent ». Ce texte ne se cache pas derrière son petit doigt en relevant les fragilités de la société française, « manquant de cohésion et en quête de sens » au point de « faire douter de sa volonté à bâtir un avenir commun et à en défendre le modèle avec fermeté et esprit de résistance ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Octobre 2020

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

Convaincu que la France entend poursuivre sa politique de puissance Thierry Burkhard souhaite disposer d'un « spectre capacitaire complet » pour être en mesure à la fois de poursuivre les engagements actuels – ceux que les techniciens considèrent comme de « faible intensité » mais aussi ceux appartenant aux « champs les plus durs de la conflictualité ». Alors que notre pays se trouve en première ligne dans l'Union européenne en matière d'efforts de défense, l'armée de terre veut « s'imposer comme une référence internationale

Nouveaux champs de conflictualité

L'une des leçons de la période n'est autre que le recours retrouvé à la force militaire pour régler les conflits qui auraient pu naguère faire appel à des solutions négociées ou diplomatiques. Dans un cahier spécial de la *Revue défense nationale*, le Cemat confie une inquiétude précise concernant une agression extérieure : « Des menaces directes contre le territoire métropolitain semblent, pour le moment, peu probables. En revanche, nous devons être particulièrement attentifs à nos intérêts outre-mer et à l'étranger. »

Depuis une vingtaine d'années, les arsenaux se renforcent, la prolifération d'armes déstabilisatrices, voire dévastatrices, prospère, et de nouveaux terrains d'affrontements guerriers pointent : l'espace dont la France appréhende trop tardivement la dimension conflictuelle et les réseaux informationnels où elle s'est engagée plus activement. Pour la France, il s'agit donc d'être présente dans ces affrontements dans le champ cognitif. Thierry Burkhard – qui a géré les cyberdossiers du temps où il était affecté chez le coordonnateur national du renseignement – estime que l'armée de terre a sa place dans ces « nouveaux champs de conflictualité ». On ne l'y attend pas forcément ? Raison de plus...

Les trois défis

Dans les mois qui viennent, **l'armée de terre poursuivra son travail sur une « rénovation doctrinale » qui trouvera sa conclusion avant l'été prochain dans la définition d'un nouveau « concept d'emploi des forces terrestres » françaises. Il devra répondre à trois défis principaux.**

Le premier concerne la **capacité d'agir en « masse »**, dans la durée. Problème : les stocks de munitions, de carburant, de pièces de rechange, entre autres, sont insuffisants. Il faut les consolider. Mais les leçons de la conquête sans coup férir de la Crimée (Ukraine) par la Russie sont à tirer pour l'armée française. Elle doit développer son « aptitude à faire peser, à notre tour, de l'incertitude et à créer de la surprise chez l'adversaire par la ruse et les modes d'action innovants ».

Second défi : le déni d'accès. Concrètement, et contrairement à ce qui se passe dans le Sahel où les aéronefs sont d'un seul côté, de nombreux pays ont une capacité à interdire leur ciel, donc l'accès des troupes terrestres. Comment y faire face ? Bonne question.

Troisième challenge : le fait accompli. L'action rapide, puissante et brutale contre un point sensible difficile à défendre avec une rapidité extrême. Autant de problèmes à résoudre qui promettent à Thierry Burkhard quelques années de nuits blanches !